

Corée du Nord : un timide démarrage économique¹

Rémi Perelman, Asie 21-Futuribles, 05/2004

Alors qu'il y a cinq ans², l'Assemblée suprême du peuple avait réaffirmé les principes de l'économie planifiée et le rejet de la loi du marché, le Premier ministre Pak Pong-ju, s'exprimant, devant cette même Assemblée lors de sa session annuelle du 25 mars 2004, a souhaité accélérer les réformes économiques décrétées deux ans auparavant : l'économie devra faire un "bond en avant" en rétablissant la notion de profit. Un "environnement (géopolitique) modifié" conduit à une politique d'exportation comme à l'emprunt de technologies étrangères. Si le mot "réforme" est banni, celui de "modernisation" est officiellement prononcé. Pak Pong-ju a appelé à combiner les principes du socialisme avec ceux qui garantissent le profit. La Chine, son allié traditionnel et principal support économique, pressait Pyongyang depuis des années de suivre son exemple en matière de réformes économiques.

En juillet 2002, la Corée du Nord s'est en effet engagée sur la voie des réformes économiques en rompant avec le sacro-saint principe de la planification centralisée mis en place en 1945. Le gouvernement avait alors annoncé l'arrêt des subventions attribuées aux entreprises publiques qui, en contrepartie, libérées du contrôle étatique³, pourraient vendre directement leurs productions notamment à l'exportation. Elles seront autorisées à accueillir des investissements étrangers. Un décret récent désigne Shinuiju comme "zone administrative spéciale" (une enclave capitaliste ?)⁴ tournée vers la Chine. Disposant d'une large autonomie, elle est destinée à attirer investissements et technologies. Les travailleurs seraient désormais rétribués selon leur mérite, la présence des fermiers sur les marchés, auparavant tolérée, autorisée, les prix, contingentés, seraient libérés. Depuis décembre 2002, l'euro est la monnaie officielle de la Corée du Nord pour les transactions internationales.

Presque deux ans après, qu'en est-il réellement ? Faute d'indicateurs dans ce pays où règne un climat de secret, il est impossible de mesurer précisément le changement qu'un ensemble d'observations et d'impressions permet cependant de percevoir : le pays aurait plus changé au cours de l'année écoulée que durant les cinquante dernières années⁵, avec des résultats contrastés. Certains ont visiblement gagné, d'autres, sans doute plus nombreux, attendront.

En premier lieu, les gagnants. Ce sont ceux à qui la libération des prix peut désormais permettre de recueillir le fruit de leur travail : industrie légère, hôtellerie, restauration et agriculteurs, ces derniers particulièrement visibles dans les marchés de la capitale. Ceux qui n'ont pas la maîtrise de la productivité de leur travail forment la masse des autres. Il s'agit principalement des fonctionnaires et les ouvriers des grandes entreprises publiques, handicapées par un équipement obsolète et la pénurie chronique d'énergie, en particulier dans l'est du pays.

Pour les premiers, les prix (alimentation, loyers, services publics : santé et éducation) ont, certes augmenté, mais moins que les salaires. Les autres sont dépassés et souffrent malgré l'aide du Programme alimentaire mondial, qui assiste 6 millions et demi de personnes (sur près de 23). Mais si 39 % des enfants pâtaient de malnutrition en 2002 - sans doute moins aujourd'hui - ils étaient 62 % dans ce cas en 1998⁶.

¹ Scès : The Economist (11/03/2004) ; Financial Times (25/03/2004 ; 26/03/2004 ; 29/03/2004), Le Monde diplomatique (nov. 1999).

² le 9 avril 1999.

³ sauf les industries "stratégiques".

⁴ Le précédent date d'une dizaine d'années : la "zone économique spéciale" de Rajin-Sobong, zone franche isolée dans le nord-est du pays près de la frontière avec la Chine et la Russie a tourné court. Complétée par une "zone touristique spéciale", dotée d'un premier casino destiné exclusivement aux étrangers, elle n'est restée qu'au stade de la montre.

⁵ Voitures dans les rues, restaurants bondés (dans la capitale), publicité, magasins achalandés...

⁶ Selon deux enquêtes, menées en 1998 et 2002 par le gouvernement, le PAM et l'UNICEF.

Une part de l'argent qui circule⁷ provient des nouvelles entreprises à capitaux étrangers (officiellement entreprises d'Etat, elles ont un partenaire étranger, très souvent un Japonais d'origine coréenne opérant dans l'import-export). Par ailleurs, un nombre (inconnu) de familles reçoivent de l'argent de parents travaillant à l'étranger. Les agriculteurs, enfin, qui peuvent vendre le surplus de leur production sur le marché libre (mais deux Coréens sur trois vivent en ville). Les profits du marché noir alimentent probablement ce flux.

L'atmosphère de déclin économique prévaut encore .S'il y a apparemment des marchés partout, notamment à Pyongyang, cela ne signifie pas qu'il y ait suffisamment de nourriture pour tous. La crise alimentaire, structurelle depuis le milieu des années 1980, accentuée entre 1995 et 1999⁸ est générale hors de la capitale. Grâce aux réformes de 2002, les entreprises ont désormais un certain degré d'autonomie, inimaginable auparavant. Mais il n'y a pas encore d'entreprise privée en Corée du Nord. Internet n'est pas accessible, bien que quelques favorisés puissent utiliser le courrier électronique. La pénurie d'électricité sévit hors de la capitale. L'absence de machines agricoles (celles qui sont en état de marche manquent de carburant), impose le recours à une main-d'œuvre d'appoint venue des villes : les chars à bœufs ne sont pas un spectacle insolite.

Selon l'UNICEF, si les enfants ne meurent plus de faim, les diarrhées et maladies respiratoires, séquelles de la malnutrition, en emportent encore un grand nombre. Les services de santé sont généralement déficients dans l'ensemble du pays et les hôpitaux, démunis du strict nécessaire (eau, chauffage...) seraient incapables de faire face à une crise sanitaire importante⁹.

Les réformes économiques facilitent incontestablement la vie en Corée du Nord. Les jeunes technocrates qui arrivent aux commandes depuis quelques années seraient plus ouverts et pragmatiques que la vieille garde forgée par Kim Jung-il. L'esprit de la réforme les anime, selon l'opinion d'un économiste de haut rang d'une banque sud-coréenne : les concepts attachés au marché, tel que le profit, sont maintenant solidement établis.

Mais pour parvenir à une situation satisfaisante, il faudrait beaucoup d'argent (les sommes nécessaires pour remettre le pays sur pieds sont comparables à celles dont on parle pour l'Afghanistan et l'Irak) et des mesures allant bien au delà de ce qui a été tenté. Tant que la crise provoquée par le programme militaire nucléaire en violation du traité de non-prolifération laisse le pays sous le coup des sanctions internationales, le gouvernement ne peut accéder à l'aide de la Banque mondiale, aux autres organismes internationaux de financement et, à leur suite, aux investisseurs étrangers. La seule aide possible est d'ordre humanitaire, dont les responsables sur place se plaignent de ce que la mauvaise réputation du pays ne leur permette de disposer que de budgets réduits. De plus, les règles d'investissement sont si opaques qu'elles sont dissuasives. Les réformes intérieures ne peuvent, par elles-mêmes réparer une économie détruite par des décennies de disfonctionnement et laissée au bord du chemin par la déroute générale du communisme.

⁷ Ainsi s'explique que l'on puisse acheter un téléviseur qui équivaut à deux années de salaire d'un fonctionnaire moyen ou fréquenter les nombreux restaurants où le coût d'un repas absorbe un mois de salaire d'employé de bureau...

⁸ Personne ne sait combien sont morts durant la famine de 1995-99, lorsque des catastrophes naturelles ont secoué le pays de 1995 à 1997 : inondations suivies d'une grave sécheresse et d'un typhon dévastateur (les chiffres vont de 200.000 à 3 millions, au moins 2 selon plusieurs sources).

⁹ Note rédigée avant la catastrophe ferroviaire du 22 avril 2004 à Ryongchon, qui a cruellement mis en lumière ces insuffisances hospitalières du pays.